

pauvres continue de se creuser, malgré tous les efforts déployés.

L'aide canadienne peut s'accroître et sera accrue ; mon gouvernement s'y est engagé. Je ferai cependant remarquer que nous avons fait beaucoup de progrès depuis les années 60. Nos efforts ont donné d'excellents résultats, et nous avons noué de solides amitiés dans le monde. Au Canada et dans tout le monde industrialisé, il faut susciter un plus grand intérêt parmi les gens — non seulement au moyen de tables rondes où les participants sont bien informés et déjà engagés, mais à l'échelle locale et dans les écoles — de sorte que le public, par son appui croissant, encourage les gouvernements à accroître leurs efforts et à se surpasser.

Je crois fermement que le monde a la possibilité et le devoir de produire des denrées alimentaires en quantité suffisante pour nourrir tous ses habitants et leur fournir de l'eau propre, un logement convenable, des soins médicaux et leur faire vraiment espérer une vie meilleure. Tel est le message de la Commission Brandt, que réitérent éloquentement les recommandations du rapport de notre groupe d'étude parlementaire sur les relations Nord-Sud... C'est un message que le Gouvernement peut aisément appuyer et prendre à son compte.

Même si nos espoirs de voir le Nord, qui est malheureusement enclin à la récession, accroître son assistance, se heurtent à de sombres perspectives politiques, je crois que la raison finira par l'emporter et qu'on pourra quand même vraiment s'attaquer à la pauvreté.

Les efforts que déploie le Canada en matière de coopération internationale sont axés sur la nécessité de venir en aide aux pays les plus pauvres, mais le besoin primordial des pays possédant un potentiel croissant d'exportation réside, comme le dit le slogan, dans les échanges, non l'assistance. Ce sont ces mêmes pays qui soutiennent que les structures économiques mondiales ne peuvent faire autrement que fonctionner à leur perpétuel désavantage. Il faut, pour réparer les torts dont ils sont victimes, procéder à un partage du pouvoir, non pas le pouvoir au sens classique des armées et des empires, mais au sens d'accès aux moyens de développement. Pour obtenir leur part de ce pouvoir, ils doivent pouvoir être représentés dans les institutions internationales qui, lorsqu'elles prennent leurs décisions, devraient davantage tenir compte des besoins particuliers des pays en voie de développement, notamment l'accès aux marchés financiers internationaux, une stabilité accrue du prix des matières premières, l'accès aux techniques de pointe, et l'accès aux marchés pour leurs produits manufacturés.

D'autres besoins bien précis et urgents nécessiteront toute l'attention des gouvernements. L'énergie et l'agriculture constituent des priorités, à cause de la grande incidence des prix de l'énergie sur les pays importateurs de pétrole et sur les pays en voie de développement et à cause du risque que la production alimentaire n'augmente pas au même rythme que la croissance démographique.

Je ne crois pas que l'on trouve tout à coup des solutions au cours des importantes rencontres internationales qui auront lieu dans les prochains mois, mais je m'attends à ce qu'on y fasse une meilleure évaluation politique des priorités. Quelles que soient les solutions que nous trouvons aux problèmes de développement, je ne crois pas que